

La présidence slovène de l'UE : vers un renforcement de l'extrême-droite en Europe ?

Le 1^{er} juillet 2021, la Slovénie a pris la présidence de l'Union européenne jusqu'au 31 décembre 2021. L'objectif de la présidence tournante de l'UE est de « donner une impulsion aux travaux législatifs du Conseil ». Or, le discours d'ouverture fixant les priorités de la présidence slovène et prononcé par le Premier ministre de la Slovénie Janez Janša a suscité de nombreuses polémiques au sein du Parlement européen.

En effet, Janez Janša est un homme politique controversé. Proche de Victor Orbán, adepte de la doctrine de la « démocratie illibérale », il appartient au Parti démocrate slovène qui est de droite nationaliste et prône des conceptions ambiguës envers l'Etat de droit, la liberté de la presse et la lutte contre la corruption. En effet, la presse slovène tend à être muselée pour se mettre au service du pouvoir et l'Etat de droit est à certains égards non respecté. Cette attitude lui a ainsi valu le surnom de « Trump slovène ».

Les priorités énoncées par le Premier ministre slovène sont majoritairement semblables à celles de la présidence précédente avec le Portugal (relance économique, transition écologique et numérique, création d'une « UE de la Santé »). Néanmoins, le comportement ferme et ambivalent de Janez Janša a fracturé l'hémicycle. D'une part, l'extrême-droite et les eurosceptiques l'ont salué. D'autre part, les libéraux, les socialistes, les écologistes et la droite ont critiqué et remis en cause la présidence slovène car on peut se demander comment un pays qui est en train de bafouer les valeurs de l'Union européenne peut présider celle-ci et donner des leçons à d'autres pays.

Ce manque de confiance envers la présidence slovène est d'autant plus visible que cette dernière appuie le projet de 16 groupes d'extrême-droite (Rassemblement national, Droit et justice, Fidesz...). Celui-ci a pour objectif de construire une « union des patriotes » afin de lutter contre l'orientation politique de l'Union européenne qu'ils jugent comme une menace envers « la tradition, le respect de la culture et de l'histoire des États européens » et l'héritage « judéo-chrétien » de l'Europe.

Cependant, selon Sylvie Kauffmann, éditorialiste au journal Le Monde¹, même si l'influence de l'extrême-droite est prégnante dans la politique européenne, elle n'est pas dominante. Le premier ministre de la Slovénie s'appuie sur des fonctionnaires slovènes afin d'élaborer les priorités de la présidence. Ces derniers facilitent le dialogue avec les autres fonctionnaires européens. Par ailleurs, de nombreuses coalitions entre différents partis politiques au sein des États membres sont présentes pour contrer l'extrême-droite.

Néanmoins, la présidence slovène souligne que même s'il n'existe pas encore une véritable et cohérente force politique d'extrême-droite en Europe, celle-ci tente de gagner de plus en plus de poids et est de plus en plus présente en Europe notamment centrale et de l'Est. Ainsi, on peut s'interroger sur l'attitude, le mode d'action que doit avoir l'UE envers les forces politiques qui remettent en cause les valeurs européennes.

¹ Sylvie Kauffmann, « Les forces populistes se sont installées dans le paysage politique européen sans pour autant parvenir à le dominer », Le Monde, 7 juillet 2021

